

jugent à propos. Est-ce que les députés d'en face, tenants de ce merveilleux système de la libre entreprise, suggèrent de leur tomber dessus à bras raccourcis?

M. Blenkarn: C'est vous le gouvernement; pourquoi ne faites-vous pas quelques chose à ce sujet?

M. Whelan: J'y suis bien disposé si c'est cela que vous souhaitez.

M. Blenkarn: Et si rien ne change, allez-vous démissionner?

M. Whelan: Les agriculteurs et les propriétaires de petites entreprises lancent un appel au secours contre ce genre de système. Nous avons reçu un nombre incalculable de lettres. Des correspondants nous disent qu'ils produiront des attestations écrites ou affirmeront sous serment qu'ils avaient demandé des prêts à long terme à des banques qui les leur ont refusés en disant qu'ils devraient attendre plutôt que d'emprunter tout de suite au taux d'intérêt de 12 p. 100, car les taux pourraient baisser à 10 ou 11 p. 100 en six mois. Les gens ne se sont donc pas prévalus des hypothèques à long terme. Cela s'est produit il y a un peu plus d'un an alors qu'ils voulaient des prêts hypothécaires de cinq ans à un taux d'intérêt fixe.

Les gens sont à même de constater la tournure navrante qu'ont pris les taux d'intérêt bancaires. Le secteur bancaire n'a pas besoin de cet argent, mais la loi sur les banques permet aux établissements bancaires d'agir comme ils l'ont fait. Les banques pourraient offrir des prêts hypothécaires à long terme advenant un moratoire. Par exemple, une banque pourrait offrir une hypothèque de 20 ans. Ce sont les banques qui ont créé ce problème. Dans la plupart des cas, elles sont à blâmer pour les saisies de propriétés agricoles. Les faillites ne disent pas tout. De nombreuses exploitations agricoles ont été automatiquement saisies par les banques. L'agriculteur déménage ou la vente se fait discrètement. Les banques prennent ce qui leur revient et le reste... quand il reste quelque chose... va à l'agriculteur.

On peut comparer les méthodes de ces banques à celles d'autres établissements de prêts de l'Alberta. L'Alberta est une province riche, mais les établissements de prêts ne gardent pas tout pour eux. Certains Albertains me diraient sans doute: «M. Whelan, elles n'en font pas autant que vous le pensez et elles pourraient en faire davantage». Et c'est probablement vrai.

L'an dernier, on a dit que nous n'avions rien fait pour l'agriculture et que nous ne nous intéressions pas à ce secteur de notre économie. Mais nous avons investi 60 millions de dollars dans le programme d'aide à l'entretien des troupeaux, dans le programme d'aide aux victimes de la sécheresse, dans le programme d'approvisionnement en fourrage et dans le programme de transport du bétail. Je me demande combien d'agriculteurs auraient été obligés de déclarer faillite si nous n'avions pas investi cette somme de 60 millions de dollars dans ce secteur?

Le député a parlé des programmes fantastiques qui sont en vigueur en Saskatchewan. Permettez-moi de lui en toucher un mot. Il existe ce que l'on appelle la compagnie d'assurance des sociétés de la Couronne de la Saskatchewan ou quelque chose du genre. Je voudrais bien être à la tête de pareille entreprise. Le gouvernement fédéral paie 50 p. 100 des primes et les producteurs l'autre 50 p. 100; mais comme la province l'administre, cela s'appelle une société de la Couronne de la Saskatchewan. On va un peu loin! L'an dernier, nous avons investi

L'agriculture

plus de 130 millions de dollars en Saskatchewan pour aider les agriculteurs de cette province alors que le gouvernement provincial, qui prétend tout faire pour encourager la production agricole, n'a investi que 61 millions. Qui fait le plus pour qui? Le gouvernement fédéral ne dispose pas des moyens de propagande qui lui permettraient d'obtenir qu'on lui rende le crédit qui lui revient. Voilà la situation.

Le programme d'assurance-récolte est unique en son genre. Aucun autre pays au monde n'a un programme comme celui-là. Nous payons 50 p. 100 des primes et les producteurs en paient également 50 p. 100. Les gouvernements provinciaux administrent le programme. Ils obtiennent 99 p. 100 du crédit quand des réclamations sont faites. Toutefois, en général les provinces ne consacrent que quelques millions de dollars au programme. Je donnerai aux députés un aperçu des dépenses du gouvernement fédéral. Plus de 121,000 agriculteurs ont assuré leurs récoltes de 1981, soit 8,000 de plus que l'année précédente. Ils ont acheté une protection d'une valeur d'environ 2.5 milliards. Le gouvernement versera pour les primes de ce programme la somme de 120 millions de dollars et les agriculteurs en feront autant.

● (1620)

Les députés pensent-ils que les États-Unis disposent d'un programme de ce genre à l'intention de leurs agriculteurs? Je me souviens d'un ancien secrétaire à l'agriculture des États-Unis qui me disait combien il trouvait ce programme merveilleux. Quand je lui ai demandé si son pays ne disposait pas d'un programme analogue, il m'a dit: «Nous en parlons comme d'un programme d'urgence en cas de catastrophe, et c'est exactement ce que c'est, une catastrophe, monsieur le ministre». J'ignore si les États-Unis ont élaboré d'autres programmes de ce genre chez eux, mais je sais qu'ils sont venus étudier le nôtre au Canada il y a deux ou trois ans.

L'année dernière, le programme d'assurance-récolte a versé aux agriculteurs 261 millions de dollars, soit plus que jamais auparavant, pour les dédommager de leurs pertes. Une grande partie de ce montant est allée aux agriculteurs du Manitoba et de la Saskatchewan qui ont perdu leur récolte à cause de la sécheresse. Voilà ce qui s'appelle aider le secteur agricole et les agriculteurs du Canada.

Cette année, la campagne agricole a été exceptionnelle dans les Prairies. Bien qu'une grande région du sud de la Saskatchewan ait été saccagée par la grêle, je ne prévois pas trop de demandes ni de paiements d'indemnités considérables pour les céréales ou les graines oléagineuses dans l'Ouest cette année, du moins pas d'après ce que m'en disent les représentants de l'assurance-récolte. Par contre, les agriculteurs de l'Ontario et du Québec peuvent se féliciter du programme d'assurance-récolte cette année. Nombre d'entre eux dans le sud-ouest de l'Ontario ont perdu leurs récoltes à la suite de pluies abondantes; en fait les pluies y ont battu tous les records cette année.

Les agriculteurs ne veulent pas vivre de charité. Ils veulent plutôt que le gouvernement mette en place une politique et des programmes qui leur permettront de faire ce qu'ils font le mieux, c'est-à-dire de cultiver la terre et d'en vendre le produit à un prix qui leur rapporte des bénéfices raisonnables pour leurs investissements et leur labeur. Au fond, c'est là l'objectif fondamental des programmes agricoles du gouvernement, ce dont les producteurs se rendent compte, j'en suis convaincu. Ils